

La géographie électorale du Brésil après l'élection présidentielle de 1989

Odile MARCHAL*, Hervé THÉRY** et Philippe WANIEZ***

INTRODUCTION

Les résultats des deux tours de scrutin de l'élection présidentielle de 1989 au Brésil ont révélé certaines structures de la géographie électorale de ce pays, dont l'analyse est l'objectif du présent article ; au-delà des commentaires d'ordre strictement politique, nous avons cherché à analyser en termes spatiaux les résultats électoraux des 4500 *municípios* du pays (unités politico-administratives de base, équivalentes à nos communes), résultats officiels rassemblés par le Tribunal supérieur électoral (TSE) de la Fédération brésilienne, et confiés au Gip Reclus.

Une telle approche s'inscrit dans la lignée des nombreux travaux produits par la géographie électorale française pour qui « les structures politiques et leur différenciation spatiale sont en relation avec des disparités et des structures territoriales de tous ordres : économique, social, culturel » (CHEYLAN, 1988). Étudier la géographie électorale du Brésil constitue donc une approche de l'organisation du territoire complémentaire de celles qui sont en cours dans le cadre du projet *Fronteiras*, développé en commun par l'Orstom (Département SUD, UR5C), le Gip Reclus et l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE).

* Université d'Avignon, DEA Structures et dynamiques spatiales.

** Chercheur au CNRS, directeur du Gip Reclus, Maison de la Géographie de Montpellier 17, rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier.

*** Géographe à l'Orstom, Maison de la Géographie, 17, rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier.

CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE DE L'ÉLECTION DU 15 NOVEMBRE 1989

Avec l'élection du président de la République au suffrage universel direct, les 15 novembre et 17 décembre 1989, la décennie 1980-1990 s'achève par le retour de la démocratie au Brésil. Après les années noires de la dictature militaire (1964-1985) et malgré le marasme économique (endettement, hyperinflation, etc.), les événements politiques majeurs, intervenus au cours des cinq dernières années, indiquent qu'un profond changement vient de se produire :

— 15 janvier 1985, fin de la dictature militaire. Tancredo Neves est élu président de la République par un collège électoral restreint, pourtant taillé sur mesure pour et par les tenants du régime militaire. Mais il meurt le jour même de sa prise de fonction officielle. Il est remplacé par José Sarney, le vice-président élu, qui occupera pendant cinq années les fonctions présidentielles ;

— 1986, élections générales : gouverneurs des États, députés aux assemblées législatives locales, députés à la Chambre fédérale, remplacement des deux tiers des sénateurs ;

— 1987, installation du nouveau Congrès national. Mise en chantier d'une nouvelle constitution ;

— 1988, promulgation de la constitution de la *Nova República*, la Nouvelle République, qui fonde un régime présidentiel très prononcé ;

— 1989, élection du président de la République, au suffrage universel direct institué par la nouvelle constitution. Fernando Collor de Melo, est élu pour quatre ans, au second tour de scrutin, avec 53 % des suffrages exprimés ;

— 1990, nouvelles élections générales : gouverneurs des États, députés aux assemblées législatives locales, députés à la Chambre fédérale, remplacement d'un tiers des sénateurs.

Ainsi, par l'élection des députés au suffrage universel direct, la longue gestation et la promulgation d'une nouvelle constitution, et finalement, l'élection du président de la République, également au suffrage universel direct, la *Nova República* présente une remarquable vitalité politique.

Les analystes politiques n'ont pas manqué de souligner l'importance des transformations du paysage politique brésilien :

— recul relatif du *Partido do Movimento Democrático Brasileiro* (PMDB), parti hybride issu de l'ancienne opposition légale au régime militaire, et qui avait soutenu l'élection de Tancredo Neves en 1985. Le PMDB n'a d'ailleurs pas pu concourir au second tour de l'élection présidentielle de 1989 ;

— regroupement des opposants de gauche, sans les deux partis communistes (le PCB, proche de Moscou, et le PC do B, proche de

Pékin), jamais remis de leur « laminage » par les militaires, mais qui rassemble syndicalistes, trotskystes, écologistes, etc. Le chef de file de cette opposition, rassemblée sous la bannière du *Partido dos trabalhadores* (PT), le désormais célèbre Luiz Inácio Lula da Silva, ex-syndicaliste de la métallurgie de São Paulo, a obtenu 47 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle de 1989 ; — reclassements au sein de la droite, un temps éclatée entre le PMDB et le PFL (*Partido da Frente Liberal*). Soutenue par les milieux d'affaires nationaux et étrangers, mais aussi par les *coroneis* du Nordeste, les grands propriétaires ruraux qui figurent parmi les éléments les plus « réactionnaires » de la classe politique brésilienne, c'est finalement une droite libérale qui gagna l'élection de 1989. Son leader, Fernando Collor de Melo, a obtenu 30,5 % des suffrages exprimés. Son programme économique assez flou au moment de l'élection, s'est précisé depuis : il reprend, avec quelques aménagements les exigences du Fond monétaire international comme l'« assainissement » des finances publiques, la « liquidation » des lois protectionnistes (automobile, informatique, etc.), le remboursement des intérêts de la dette extérieure, etc.

LE PREMIER TOUR

Sur le plan quantitatif, le premier tour apparaît marqué par un fort gonflement de l'électorat par rapport à la période militaire, par un taux de participation élevé mais inégal sur l'ensemble du territoire et par le grand nombre de candidatures finalement acceptées par le Tribunal supérieur électoral. D'un point de vue plus qualitatif, on observe le maintien des fiefs politiques anciens, une base nécessaire mais non suffisante pour accéder au second tour.

Le gonflement du nombre des électeurs

Au cours de l'année 1986, une refonte complète des listes électorales brésiliennes a été réalisée, le *Recadastramento Eleitoral* : chaque électeur a dû se faire inscrire (ou réinscrire s'il était déjà inscrit). Cette opération, de toute façon indispensable avec l'abaissement de l'âge du droit de vote à seize ans et son extension aux analphabètes, a permis d'évacuer la majeure partie de la fraude, selon un magistrat du Tribunal supérieur électoral. Elle s'est traduite par un véritable afflux de nouveaux électeurs : le poids de l'électorat dans la population totale est passé de 45,4 % en 1985, à 55,6 % en 1989, soit une

progression de 20 millions d'électeurs, pour un accroissement démographique estimé par l'Institut brésilien de géographie et de statistique à 12 millions d'habitants durant la même période.

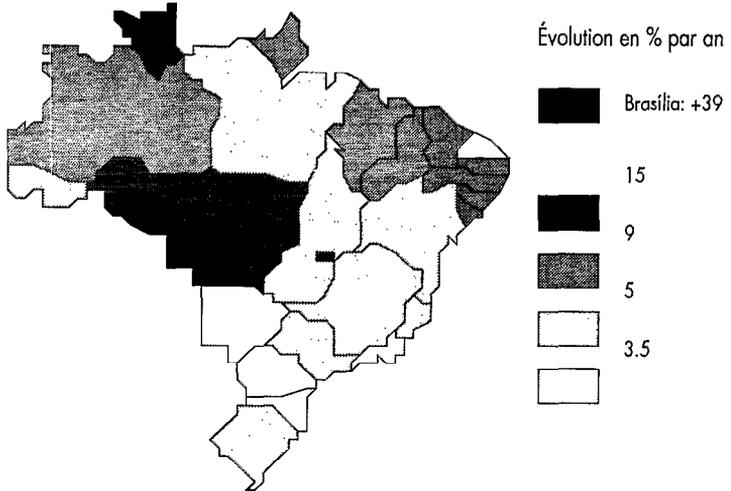


FIG 1. — Taux de variation moyen annuel net de l'électorat (1985-1989).

Le taux de variation moyen annuel de l'électorat, rapporté à la croissance démographique présente une répartition géographique très différenciée (fig. 1) :

— Brasília présente la plus forte croissance (+ 39 %) ; le District fédéral ne jouissait pas, en 1985, du même statut que les autres États brésiliens et ses habitants votaient à leur lieu de résidence précédent. Depuis la promulgation de la nouvelle constitution, les électeurs *brasilienses* figurent sur les listes électorales propres au District fédéral ;

— ce cas particulier mis à part, les plus forts accroissements (de 9 à 15 %) apparaissent dans le Mato Grosso, le Rondônia et le Roraima. Ici, la remise en ordre des listes électorales a permis de comptabiliser les migrants qui ont afflué dans des fronts pionniers très actifs depuis le début des années soixante-dix ;

— dans la plupart des États nordestins, l'accroissement plus modéré (de 5 à 9 %) demeure néanmoins très net : l'influence de l'ouverture des listes électorales aux jeunes et aux analphabètes, en forte proportion dans le *Nordeste*, apparaît très nettement.

Participation et suffrages exprimés : une répartition très inégale sur l'ensemble du territoire

Dans un pays où le vote est obligatoire de 18 à 60 ans, sous peine d'amende, on peut s'étonner du relativement fort taux d'abstention : 11,9 % des inscrits au premier tour. Sur le plan géographique, il existe une très nette dissymétrie entre :

— le Nord où l'abstention est très supérieure à la moyenne nationale : 25,9 % pour la région Norte, 18,7 % dans la région Nordeste et 14,8 % dans la région Centro-Oeste ;

— le Sud, avec des taux d'abstention beaucoup plus faibles (7,9 % au Sudeste et 7,4 % dans le Sul).

TABLEAU I
Abstentions, suffrages exprimés, bulletins blancs ou nuls ;
densité de population et analphabétisme

	Norte	Nordeste	Sudeste	Sul	Centro-Oeste	Brésil
abstentions (pour 100 inscrits)	25,9	18,7	7,4	7,9	14,8	11,9
bulletins blancs (pour 100 exprimés)	1,7	2,9	1,1	1,1	1,5	1,6
bulletins nuls, (pour 100 exprimés)	4,7	8,6	3,6	3,0	4,2	4,8
Densité pop. rurale (1989, hab.km ⁻²)	1,0	11,4	8,4	10,5	1,4	4,4
Analphabètes (1987, (1987, pour 100 habitants)	21,6	43,4	17,2	16,7	23,4	25,8

Cette répartition spatiale peut s'expliquer par plusieurs facteurs (tabl. I) :

— la difficulté d'accès aux bureaux de vote : avec une très faible densité de population rurale (1 hab.km.⁻² dans la région Norte, 1,4 dans le Centro-Oeste), les citoyens ne peuvent avoir la même pratique de la démocratie à cause des distances à franchir, dans des conditions souvent très difficiles ;

— dans le Nordeste, où la densité de population rurale est beaucoup plus élevée (11,4 hab.km.⁻²), le précédent facteur joue beaucoup moins (sauf, peut-être dans le Maranhão, le sud du Piauí et l'ouest de Bahia qui forment aujourd'hui encore des espaces pionniers). Il faut donc chercher des explications ailleurs, par exemple dans la résistance des électeurs aux pressions exercées par les chefs électoraux (*cabos*

eleitorais) qui « persuadent » les électeurs de voter pour le candidat choisi par les notables (*coroneis*), ou bien encore dans un certain désenchantement pour la vie démocratique dont on espérait (sans doute trop, en 1986) qu'elle supprimerait la misère.

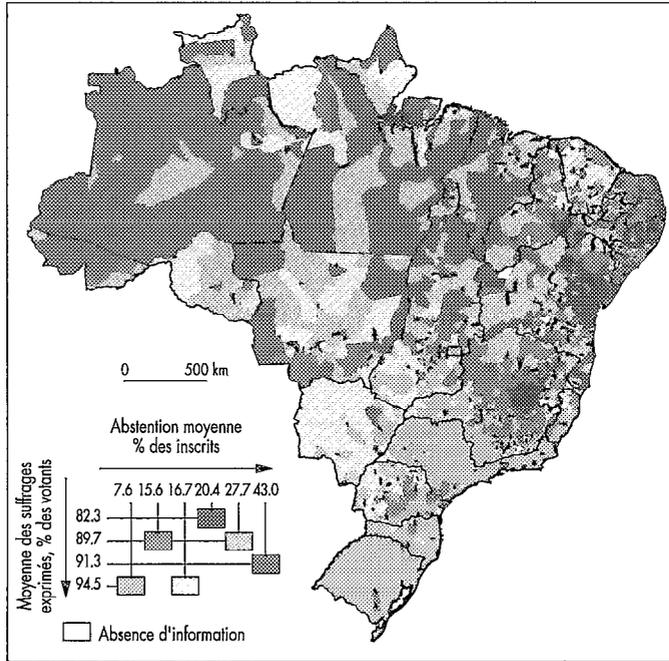


FIG. 2. — Carte de la classification des *municípios* en fonction du taux d'abstention et du taux d'expression.

Par rapport aux votants, la part des suffrages exprimés atteint 93,6 %, chiffre global qui, lui aussi masque de graves inégalités spatiales. Les suffrages non exprimés sont comptabilisés en « blancs » lorsque le bulletin de vote n'a pas été rempli, et en « nuls » lorsqu'il l'a été incorrectement. Les bulletins nuls sont trois fois plus nombreux que les blancs (4,8 % des suffrages exprimés, contre 1,6 %). Seule la région Nordeste atteint des proportions très différentes : 2,9 % de blancs et 4,8 %, soit 0,8 points de plus que la moyenne nationale dans les deux cas. En l'absence de mot d'ordre de *boycott*, on interprète l'importance des bulletins nuls comme une incapacité à voter : les électeurs se déplacent, mais ne savent pas utiliser le bulletin sur lequel ils doivent cocher la case figurant en face du nom du candidat de leur choix.

Pour préciser ces observations faites sur les agrégats très grossiers que sont les « régions » brésiliennes, une classification a été réalisée

sur le taux d'abstention et la part des suffrages exprimés (qu'on appellera par la suite « taux d'expression ») dans chacun des *municípios*. On obtient une partition en 6 classes qui, une fois cartographiées (fig. 2) traduit une régionalisation en trois ensembles :

— les *municípios* des États du sud présentent, en général, un relativement faible taux d'abstention et un fort taux d'expression. Mais d'importantes nuances doivent être soulignées. Le « cœur électoral » du pays, où l'abstention est très faible (7,6 % en moyenne) et l'expression très élevée (94,4 %) appartiennent aux espaces économiquement les plus développés du Brésil (classe n° 1) : São Paulo, Minas Gerais (partie sud et région dite « du triangle » seulement), Rio de Janeiro, Espírito Santo (partie sud seulement), Santa Catarina, Rio Grande do Sul et District Fédéral. La périphérie de ce cœur (classe n° 2), où l'abstention est plus élevée (16,7 %) se compose de la majeure partie des *municípios* du Paraná et du Mato Grosso do Sul, ainsi que de quelques *municípios* du sud du Goiás et du nord d'Espírito Santo, ainsi que du centre du Ceará;

— dans le reste du pays, le taux d'expression apparaît plus faible, inférieur à la moyenne nationale (91,4 %). La situation la plus mauvaise apparaît dans le Nordeste littoral, et particulièrement dans la périphérie de certaines grandes villes, où l'abstention dépasse 20 % des inscrits et le taux d'expression atteint péniblement 80 % (classe n° 3). La région de Salvador est le cas le plus net auquel se joignent Natal, João Pessoa et Recife, mais aussi Belo Horizonte.

Abstention et faible capacité d'expression électorale semblent donc de bons indices de la paupérisation qui sévit autour des grands centres urbains des régions les plus défavorisées économiquement. Dans les espaces ruraux du Nordeste et du Minas Gerais (classe n° 4), le taux d'abstention diminue (15,6 %) et l'expression augmente (89,8 %);

— enfin, les espaces pionniers sont caractérisés par un taux d'expression proche de la moyenne, mais aussi par une abstention très forte, ce qui confirme le rôle essentiel des voies de communication. En Amazonie, où les déplacements d'une population très dispersée sont effectivement très difficiles, le taux d'abstention moyen est le plus élevé : 43 % en moyenne (classe n° 5). En revanche, dans les *cerrados*, où le réseau routier est plus dense, cette abstention diminue (28 %, classe n° 6).

Un nombre élevé de candidatures, mais une forte concentration des suffrages exprimés

Après tant d'années sans véritable expression démocratique, le nombre élevé de candidats (21) à la fonction suprême ne doit pas étonner. D'après le diagramme des résultats obtenus par chacun d'eux, 4 groupes peuvent être distingués (fig. n° 3).

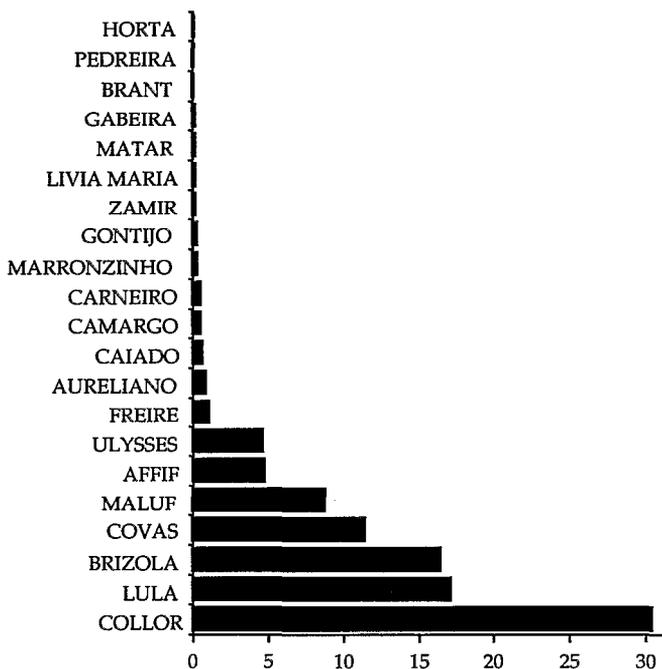


FIG. 3. — Suffrages obtenus par les candidats au premier tour (en pourcentage de l'ensemble des suffrages exprimés).

Groupe 1

Les candidats d'audience nationale représentent ensemble plus de 60 % des suffrages exprimés. Fernando Collor arrive largement en tête avec 30 %. Membre du PDS (parti soutenant les militaires au pouvoir) jusqu'en 1986, il fonde, à l'occasion de l'élection présidentielle le PRN (Parti de la Rénovation nationale). Ex-gouverneur de l'État d'Alagoas, Collor se présente comme un démocrate moderne, chasseur de « maharajahs » (hauts fonctionnaires qui touchent plusieurs salaires), et ouvert aux alliances avec la gauche démocratique. Cependant, au cours du second tour, le futur président tient un discours de droite plus « classique » et reçoit le soutien des personnages politiques les plus conservateurs du Brésil comme Antonio Carlos Magalhaes (ministre des Communications sous José Sarney) ou Leonidas Pires Gonçalves (ministre des Armées). Soutenu par les réseaux de presse écrite, de radio et de télévision du groupe Globo, Collor s'est attaché, au cours de la campagne électorale à satisfaire l'« audimat » plus qu'à répondre aux questions de fond qui se posent à son pays.

Luiz Inácio Lula da Silva arrive en second avec 16 % des suffrages exprimés. Cet ancien ouvrier métallurgiste de São Paulo est devenu

célèbre lors des grandes grèves des années 1978, 1979 et 1980, dont il était l'un des meneurs syndicaux (Syndicats des métallurgistes de São Bernardo et Diadema). Il participe ensuite à la fondation du Parti des travailleurs (PT), se présente à plusieurs élections (notamment au poste de gouverneur de l'État de São Paulo en 1982) et incarne ainsi une nouvelle extrême gauche. Élu député fédéral en 1986, Lula devient *líder* (chef de groupe) du PT à la Chambre des députés ainsi qu'à l'Assemblée nationale constituante (1987-1991).

Leonel Brizola, troisième à quelques milliers de voix seulement de Lula, est un « vieux routier » de la vie politique brésilienne : il fut maire de Porto Alegre et gouverneur du Rio Grande do Sul de 1958 à 1962. Opposant actif aux militaires, il doit s'exiler durant seize ans. Héritier de Getúlio Vargas à la tête du Parti travailliste brésilien (PTB), il fonde le Parti démocrate travailliste (PDT) en 1979 et devient gouverneur de l'État de Rio de Janeiro en 1982. Soutenu par l'église catholique progressiste (celle de la théologie de la libération), l'idéologie politique de Brizola repose sur un « socialisme assagi » et insiste surtout sur l'amélioration des conditions sanitaires et scolaires, sur l'accroissement de l'imposition des grandes fortunes et sur le soutien aux paysans sans terre.

Groupe 2

Les candidats secondaires obtiennent respectivement 11 % et 9 %. Le premier d'entre-eux, Paulo Maluf est qualifié de « pro-fasciste » par ses adversaires. Ancien gouverneur de l'État de São Paulo, puis sénateur, il perd l'élection présidentielle de 1984 (réalisée au second degré par un collège électoral restreint) contre Tancredo Neves. Maluf apparaît comme le défenseur des intérêts des grands propriétaires terriens : au cours des travaux de l'Assemblée constituante, il a milité pour le rejet de la réforme agraire et il a finalement obtenu gain de cause.

Figure importante de la vie politique brésilienne, Mario Covas est soutenu par le Parti social-démocrate du Brésil (PSDB). Avant d'être maire de São Paulo (1983-1986), il assumait divers mandats pour l'État du même nom à partir de 1956. Élu sénateur sous l'étiquette Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) en 1986, il en devint *líder* à l'Assemblée constituante de 1987. Il milita alors pour un raccourcissement du mandat présidentiel à quatre ans et une élection présidentielle immédiate et directe (sans succès).

Groupe 3

Les candidats de troisième ordre ne réussissent pas à dépasser 5 %. Ulysses Guimarães est entré en politique en 1947, en tant que député de l'état de São Paulo; né en 1916, c'est une mémoire politique

vivante du pays. Ulysses (comme tout le monde le nomme au Brésil) a été *líder* du PMDB, principale formation politique de l'Assemblée constituante (1987-1991). Symbole de l'opposition légale aux militaires, démocrate convaincu, ce professeur de droit a toujours rêvé de devenir président et s'est souvent présenté comme le successeur légal de Tancredo Neves; à défaut de présidence, il a joué le rôle « d'éminence grise » de José Sarney.

Enfin, on sait peu de chose de Afif Domingos. Cet administrateur de biens et d'assurances de São Paulo a été élu député fédéral en 1986 sous l'étiquette du Parti libéral (PL). Il occupa les fonctions de *vice-líder* de ce groupe à partir de 1987.

Les « petits » candidats, au nombre de 14, n'atteignent pas 1 % des suffrages exprimés (mis à part Freire).

Géographie des suffrages exprimés au premier tour

Les données rassemblées par le Tribunal supérieur électoral forment une matrice d'information spatiale dans laquelle l'ensemble des suffrages exprimés sont répartis entre les 4476 *municípios* du pays et les 21 candidats. L'analyse porte sur les suffrages obtenus par les 7 principaux candidats (Collor, Lula, Brizola, Covas, Maluf, Afif et Ulysses); la catégorie « autres candidats », peu significative sur le plan national, regroupe l'ensemble des suffrages restant (soit 10 % des suffrages exprimés).

Ce tableau de données a fait l'objet d'une classification ascendante hiérarchique. Cette méthode permet de former des classes de *municípios* en fonction de leur ressemblance, c'est-à-dire d'après la répartition des suffrages exprimés. L'arbre de classification (fig. 4) montre, à chaque niveau de la hiérarchie, quels sont les candidats qui sont à l'origine de la formation d'une classe.

Au niveau supérieur (niveau n1) de la hiérarchie, se détache un premier ensemble de 741 *municípios*. Brizola y a obtenu ses meilleurs scores (45,2 % en moyenne contre 11,6 % pour l'ensemble du Brésil). Cette première classe se divise ultérieurement en deux (au niveau n4) pour former les classes n° 1 et n° 2. Elles diffèrent en fonction de leur degré d'adhésion à Brizola. Les *municípios* de la classe n° 1, où Brizola domine sans conteste, correspondent d'une part au Rio Grande do Sul (fig. 5), noyau historique du populisme de Getúlio Vargas et État d'origine de Brizola, et, d'autre part, à Rio de Janeiro, dont Brizola est redevenu gouverneur en 1991. Avec la classe n° 2, la domination de Brizola est moins imposante (32,5 %); il est concurrencé par Lula (11,4 %) et surtout par Collor (27,6 %). Sur le plan géographique, la classe n° 2, qui apparaît principalement

localisée aux marges de la classe n° 1, forme en quelque sorte l'aire d'extension des fiefs populistes. Il s'agit de l'intérieur de l'État de Rio de Janeiro, et d'une partie de Santa Catarina, du Paraná, du Mato Grosso du Sul et du Mato Grosso. On reconnaît là l'un des principaux « couloir » d'émigration des *gaúchos* (les habitants du Rio grande do Sul, vers les frontières agricoles du Centro-Oeste.

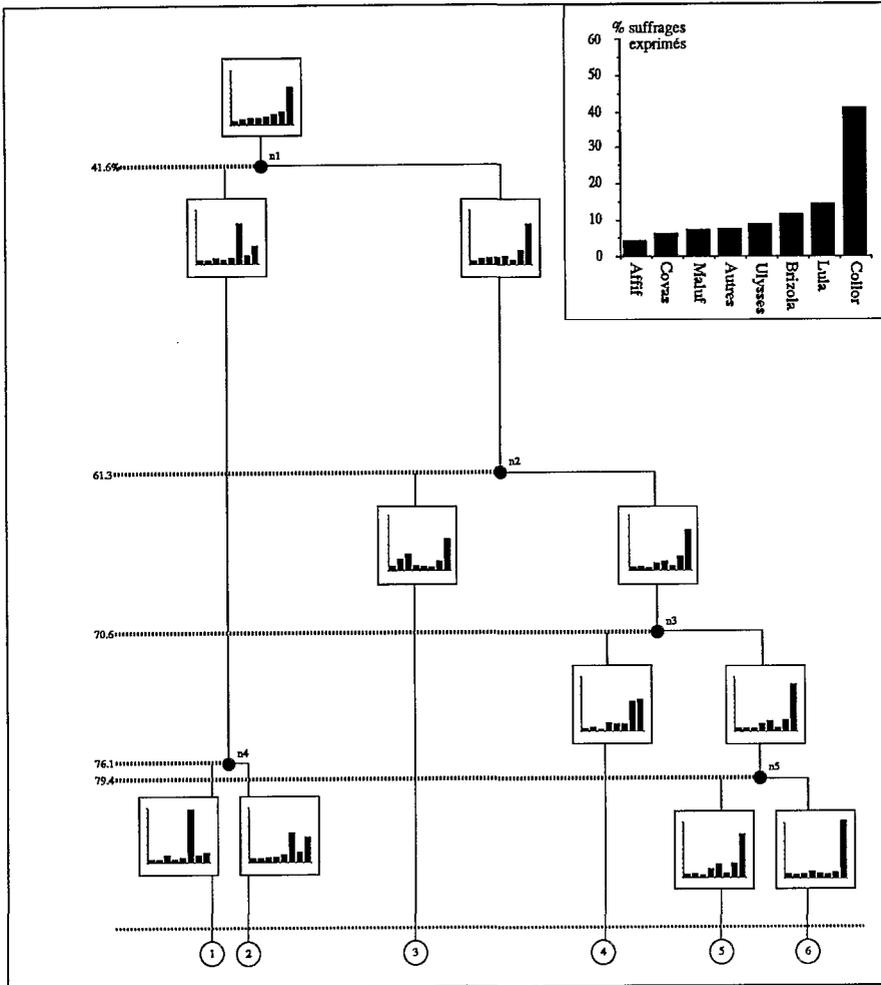


FIG. 4. — Arbre de classification des *municípios* en fonction des suffrages obtenus par chacun des candidats au premier tour.
 Note : la longueur des bâtons des diagrammes exprime la moyenne des pourcentages des suffrages exprimés obtenus par chaque candidat dans les *municípios* composant chaque classe.

Les 3735 *municípios* restant sont caractérisés par la domination plus ou moins marquée de Collor. Lorsque sa suprématie n'apparaît pas nettement mise en cause bien que d'autres candidats obtiennent un score significatif, l'expression « effritement » semble légitime. En revanche, lorsqu'un autre candidat s'approche plus dangereusement, c'est bien la notion de « concurrence » qui semble mieux adaptée. Enfin, lorsque aucune opposition sérieuse ne se manifeste, la « domination » apparaît pleine et entière.

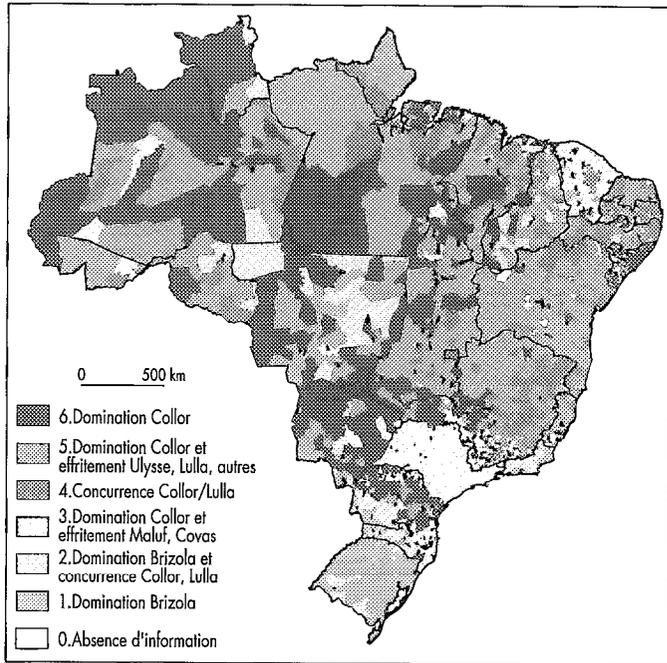


FIG. 5. — Carte de classification des *municípios* en fonction des suffrages obtenus par chacun des candidats au premier tour.

Au second niveau (niveau n2) de la hiérarchie se forme la classe n° 3 (950 *municípios*). Collor, bien qu'arrivé en tête, y fait un score légèrement inférieur à la moyenne (37,2 % contre 40,7 %) dû à un effritement provoqué par Maluf (19,4 %) et Covas (13,3 %). Sur le plan géographique, cette classe concerne la totalité de l'État de São Paulo et la majeure partie du Ceará. Cette concentration semblable à celle de Brizola à Rio de Janeiro, traduit le même phénomène électoral : la popularité acquise antérieurement au niveau de l'un des États de la fédération confère une prime au candidat « local », Maluf pour São Paulo (dont il fut gouverneur), Covas pour le Ceará et São

Paulo. Mais ni Maluf, ni Covas ne peuvent s'appuyer sur une large base extérieure à leur fief, à la différence de Brizola avec le Rio Grande do Sul. Cette lacune leur interdit toute compétition au niveau national.

La classe n° 4 (659 *municípios*), formée au niveau n3, se présente comme une sorte d'anticipation du second tour. En effet, Collor avec 33,8 % des suffrages exprimés en moyenne, est directement concurrencé par Lula, 32 %. Cette opposition se manifeste principalement dans les zones les plus urbanisées de la moitié nord du pays. Plusieurs capitales nordestines et leur « banlieues proches » appartiennent à cette classe : São Luis, Teresina, João Pessoa, Recife, Aracaju, Salvador; d'autres villes importantes comme Itabuna et Juazeiro dans l'État de Bahia, Congonhas, Ouro Preto, Teófilo Otoni, Três Marias dans le Minas Gerais et même la capitale fédérale Brasília confirment que la lutte entre Collor et Lula se déroule principalement dans les espaces les plus fortement urbanisés du quart nord-est du pays.

Enfin, les deux dernières classes, n° 5 (722 *municípios*) et n° 6 (1404 *municípios*), formées au niveau n5 de la hiérarchie, rassemblent les *municípios* où Collor obtient ses scores moyens les plus forts, respectivement 46,6 % et 62,6 %. Mis à part l'État d'Alagoas dont il a été le gouverneur, et qui demeure son fief électoral, Collor l'emporte largement (classe n° 6) dans les *municípios* de l'intérieur, en particulier dans les Mato Grosso et en Amazonie. Ailleurs, on observe un certain effritement provoqué par les autres candidats et par Ulysses Guimarães. Ce dernier, qui fut un homme politique de poids, voit donc son influence géographique réduite à celle des « petits » candidats.

L'analyse géographique des résultats du premier tour apporte quelques enseignements :

- l'existence de fiefs électoraux bien délimités : Brizola dans le Rio Grande do Sul et à Rio de Janeiro, Maluf à São Paulo, Collor en Alagoas;
- la bonne implantation de Collor dans toute la moitié nord du pays, malgré un certain effritement dû aux petits candidats;
- la faiblesse de l'influence de Lula, rival de Collor au second tour, dans son État d'origine (São Paulo), mais sa bonne implantation dans les principales zones urbanisées du quart nord-est du Brésil.

LE SECOND TOUR ET LA VICTOIRE DE COLLOR

Malgré le nombre élevé de candidatures, les suffrages exprimés au premier tour présentaient une nette concentration sur trois noms :

Collor, Lula et Brizola. Ces deux derniers, représentants d'une sensibilité « progressiste », ont obtenu ensemble un score qui dépasse celui de Collor. Mais, pour quelques milliers de voix de plus, c'est à Lula qu'est revenue la difficile mission d'exprimer les options de « gauche » durant la campagne pour le second tour, avec le bénéfice d'un désistement de Brizola clairement exprimé. La victoire finale de Fernando Collor dépendait donc très largement du report sans faille des voix de Brizola sur Lula, et surtout du comportement des électeurs ayant choisi d'autres candidats.

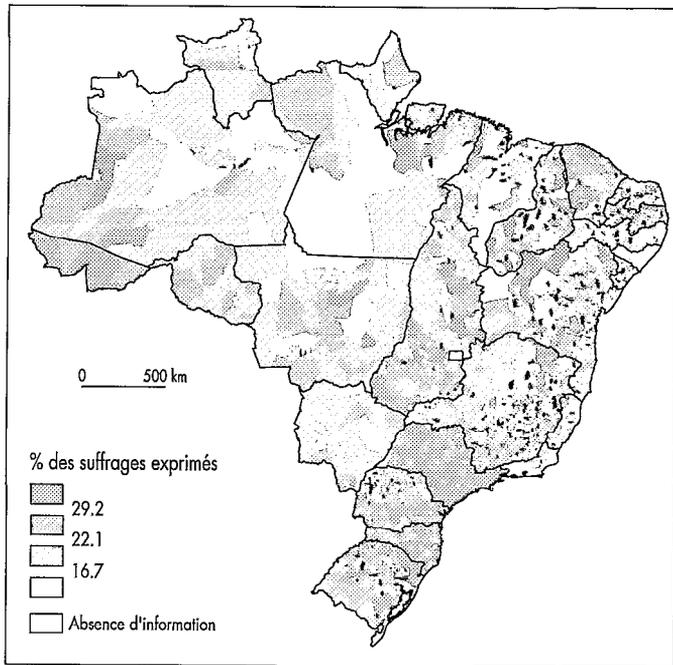


FIG. 6. — Carte de la progression de Collor entre les premier et second tours.

Les progrès du candidat Collor entre les deux tours

La progression du candidat Collor entre les deux tours apparaît très faible à la fois dans ses bastions, où le plein des voix a été obtenu

dès le premier tour (en Alagoas, par exemple), ainsi que dans les aires de très forte influence de Brizola (Rio de Janeiro) ou de Lula (Brasília, Salvador, Recife, etc.) (fig. 6). D'où la forme du nuage de points sur le graphique bivarié des scores de Collor aux premier et second tours : malgré une étroite corrélation entre ces valeurs ($R^2 = 0,71$), la dispersion est la plus forte dans la partie centrale et faible aux extrémités (fig. 7). Les électeurs des *municípios* qui ont opté pour un autre candidat au premier tour sans toutefois rejeter totalement la candidature de Collor ont donc emporté la décision.

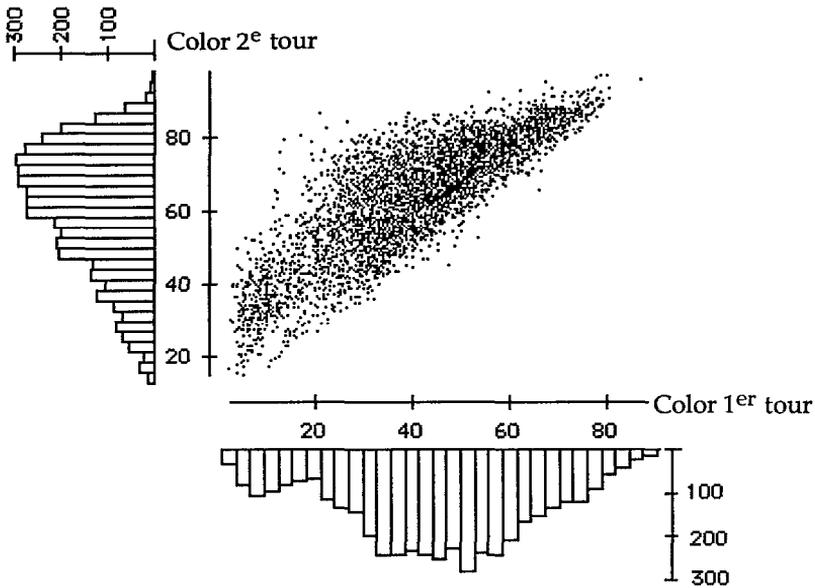


FIG. 7. — Graphique bivarié du score de Collor aux premier et second tours.

Le report des voix

L'examen du report des voix permet de comprendre pourquoi Collor l'a emporté en définitive. Bien entendu, les données disponibles ne permettent pas d'évaluer directement la proportion des suffrages exprimés au premier tour pour chaque candidat qui se sont effectivement reportés sur Collor au second tour. Cependant, l'analyse des corrélations entre la progression du vainqueur entre le premier et le second tour, d'une part, et le score des autres candidats au premier tour, d'autre part, permet d'appréhender ces phénomènes de report (tabl. II).

TABLEAU II
Coefficients de corrélation entre la progression de Collor
et les suffrages exprimés pour les autres candidats
au premier tour

Lula	Autres	Brizola	Afif	Ulysses	Covas	Maluf
-0,26	-0,07	0,05	0,18	0,20	0,28	0,61

Seul Maluf apparaît fortement corrélé, positivement, avec les progrès de Collor; Covas suit loin derrière. Sur le plan géographique, cela se traduit par un très fort gain dans l'État de São Paulo et, plus secondairement, dans le Ceará (fig. 6). L'apport de Maluf a donc sans doute été décisif.

On note ensuite une relative faiblesse des valeurs absolues des coefficients. Ceci démontre *a posteriori* que le choix d'un candidat dépend moins de l'idéologie politique qu'il véhicule que de son aura personnelle. Une fois ces candidats disparus au second tour, leurs voix se dispersent et il devient alors difficile de parler de report. Le cas de Brizola est particulièrement expressif sur ce plan : la quasi-nullité du coefficient de corrélation cache deux mouvements divergents sur le plan géographique et politique. À Rio de Janeiro, le report des voix de Brizola sur Lula est effectif : c'est là que Collor progresse le moins entre les deux tours. En revanche, dans le Rio Grande do Sul, où Brizola dominait aussi largement au premier tour, le report sur Lula semble bien moins systématique. Cette différence de comportement s'explique sans doute par l'impossibilité pour les électeurs *gaúchos* de choisir Lula, candidat d'une gauche urbaine et ouvrière. Ce mauvais report a, lui aussi, été sans doute décisif.

La victoire de Collor

Sur l'ensemble du territoire du Brésil, Collor a obtenu 35 millions de voix, contre 31 millions pour Lula soit une différence de 4 millions qui représente 6 % des suffrages exprimés. Ce résultat confirme l'installation au Brésil d'une démocratie pluraliste : contrairement à de nombreux pays du tiers monde, on n'observe aucun « raz de marée » au profit d'un des deux candidats. Bien au contraire, la marge du vainqueur semble à peine supérieure à ce qu'elle est dans les démocraties occidentales. De plus, l'idéologie politique des deux candidats marque l'affaiblissement des positions radicales exprimées par le populisme ou par l'extrême droite militaire. Collor est, certes, le président soutenu par le « grand capital », Lula celui des « métallos », « écolos », etc., mais ni l'un ni l'autre ne prônent explicitement l'instauration d'un régime dictatorial.

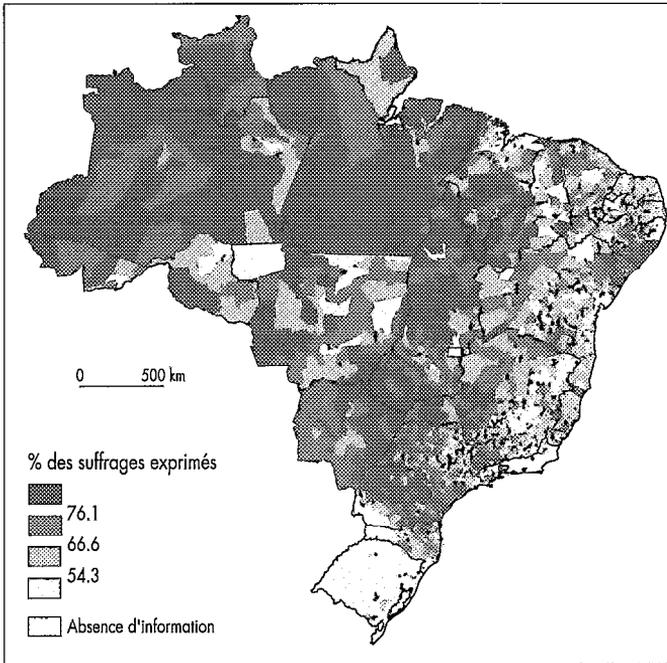


FIG. 8. — Carte de la part des suffrages exprimés en faveur de Collor au second tour, par rapport à l'ensemble des suffrages exprimés.

La géographie du soutien au nouveau président de la Fédération brésilienne s'organise autour de quelques clivages significatifs (fig. 8). Le premier repose sur la dissymétrie entre le littoral et l'intérieur qui a massivement voté pour Collor. On notera l'extrême hétérogénéité de certains États comme Bahia, Piauí, Minas Gerais et même São Paulo, hétérogénéité qui justifie une étude basée sur la maille administrative la plus fine. Mais cette dissymétrie connaît de nombreuses exceptions : Alagoas et Sergipe présentent une tendance « colloriste » qui s'explique par la carrière politique antérieure du candidat. En revanche, l'intérieur du Rio Grande do Sul semble moins « colloriste » que sa position géographique ne le laisserait supposer, de même que le Mato Grosso et le Rondônia, sans doute en raison de l'installation des *gaúchos* « brizolistes » dans la région Centre-Ouest.



FIG. 9. — Carte des États du Brésil.

Le second clivage traduit l'opposition rural/urbain, laquelle prend toute sa signification dans les plus grandes agglomérations qui soutiennent généralement Lula. À l'instar des électeurs de la capitale fédérale, Brasília, la majorité des électeurs des capitales d'États soutiennent généralement Lula, aux dépens de Collor. Ce soutien s'étend souvent aux régions urbaines environnantes comme à Belo Horizonte.

CONCLUSION : POUR ALLER PLUS LOIN

Certaines des appréciations, quelque peu méprisantes mais que l'on entend répéter à plaisir, sur la vie politique brésilienne (manque de

continuité, faiblesse des idéologies politiques, absence de représentativité des partis, etc.) auraient pu conduire à considérer comme sans intérêt toute recherche sur la géographie électorale. Au Brésil même, de telles recherches sont encore rares. La plupart des atlas économiques et sociaux publiés par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) n'en font d'ailleurs pas état. En ce sens, la présente étude basée sur les résultats de l'élection présidentielle de 1989 constitue une première. En effet, la cartographie sur une maille géographique relativement fine permet de révéler les principales structures spatiales du comportement électoral et suggère de nombreuses corrélations avec d'autres phénomènes sociaux et culturels.

On peut néanmoins regretter qu'il ne soit pas possible, à l'heure actuelle, d'évaluer la réalité et l'intensité de telles corrélations qui, seules, permettraient d'élaborer de véritables modèles causals. Il faudrait notamment disposer d'un recensement proche de l'élection; malheureusement, le dernier recensement de la population disponible date de 1980. Il faudra donc attendre environ deux ans pour obtenir l'information produite par le recensement de 1991. Cette nécessité scientifique justifie pleinement les accords de coopération scientifique qui lient le Gip Reclus et l'IBGE.

Par ailleurs, il faut reconnaître que l'examen d'une seule élection, pour nouveau et révélateur qu'il soit, est insuffisant pour cerner les structures spatiales du phénomène électoral. Sur le plan historique tout d'abord, la situation en 1989 peut difficilement être comprise sans référence aux états antérieurs parfois lointains (gétulisme, politique *café com leite*, etc.). Cette étude pourra être menée puisque l'extraordinaire capacité d'archivage de l'appareil judiciaire brésilien n'a pas laissé détruire les documents nécessaires à une analyse géographico-politique. De même, la vie démocratique ne s'exerce pas seulement au niveau de la plus haute charge de l'État. Pour mieux comprendre le fonctionnement du système politique brésilien, il faudrait chercher à dégager les articulations des différents niveaux d'élection qui correspondent à des échelles géographiques différentes. Un immense champ de recherche, encore peu défriché, s'offre donc à la coopération.

REMERCIEMENTS

Les auteurs de cet article tiennent à remercier :

MONSIEUR Benedito dos Santos Gonçalves — sous-secrétariat à l'information électorale, Tribunal supérieur électoral du Brésil —, pour avoir confié au Gip Reclus une copie du fichier des résultats électoraux dont il avait assuré l'informatisation;

Monsieur Antonio Vallim Guerreiro et Madame Sandra Callégari — Service politique de l'ambassade du Brésil en France —, pour les

curriculum vitæ des candidats qu'ils ont bien voulu transmettre aux auteurs ;

Mesdames Françoise Pelletier et Chantal Bernard — Laboratoire d'informatique appliquée de l'Orstom à Bondy —, et Madame Violette Brustlein-Waniez — Maison de la géographie de Montpellier —, pour leurs interventions décisives sur la réalisation des cartes présentées dans cet article.

BIBLIOGRAPHIE

- BON (F.) et CHEYLAN (J.-P.), 1988. *La France qui vote*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 464 p.
- BRASIL DA LINA (O.), 1989. « Modernisation, vote de gauche et système des partis au Brésil » in *Problèmes d'Amérique Latine*, 93 : 3-11.
- CABOS (V.) et WANIEZ (P.), 1987. « Les élections du 15 Novembre 1986 au Brésil » in *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 4830, 1987-5 : 5-24.
- GRANDI (J.), 1985. « Brésil, chronologie de la transition 1979-Août 1985 » in *Problèmes d'Amérique Latine*, 78 : 115-135.
- PÉCAUT (D.), 1987. « Des élections du 15 novembre 1986 à la constituante : de la consolidation démocratique aux illusions perdues » in *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 4830, 1987-5 : 27-42.
- PERUCCI (G.) et SANDERSON (S. E.), 1989. « Presidential succession, economic crisis and populist resurgence in Brazil » in *Studies in comparative international development*, 24 : 30-50.
- RAILLARD (H.), 1989. « Carnaval électoral sur fond de crise » in *Le Monde diplomatique*, novembre 1989 : 6-7.
- SACHS (I.), 1989. « Président pour quoi faire ? 22 candidats » in *Le Monde diplomatique*, juillet 1989 : 17.
- VANHECKE (C.), 1989. « Brésil : le scrutin du 15 novembre sous la menace de l'hyperinflation » in *Le Monde*, 1^{er} novembre 1989 : 6.
- VANHECKE (C.), 1989. « Retrouvailles électorales au Brésil » in *Le Monde*, 16 novembre 1989 : 1 et 8.
- VANHECKE (C.), 1989. « Brésil : le deuxième tour de l'élection présidentielle » in *Le Monde*, 14 décembre 1989 : 3.
- VANHECKE (C.), 1989. « La droite brésilienne est donnée gagnante à l'élection présidentielle » in *Le Monde*, 19 décembre 1989 : 1 et 3.
- VASCONCELOS (G. P.), 1989. *Collor, a cocaina dos pobres. A nova cara da direita*. Rio de Janeiro, Icone Editora.
- WANDERLEY REIS (P.), 1988. « La construction démocratique au Brésil. Diagnostic et perspectives » in *Problèmes d'Amérique Latine*, 90 : 3-21.